

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION FO

Situation économique et financière d'EDF 2017 Consultation n° 2 comprenant aussi : Aides publiques – CICE – RSE – Recherche et développement

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Pour cette consultation, nous n'allons pas jouer aux analystes boursiers, optimistes ou pessimistes en fonction de résultats à court terme, mais nous concentrer sur une réflexion et des observations qui sont en lien avec notre rôle de représentant du personnel : EDF, tel que constitué actuellement, est-elle viable et pérenne à moyen terme ? – Sa situation économique et financière lui permet-elle d'envisager des projets de progrès social pour ses salariés sans compromettre ses besoins financiers d'investissement et de développement ? A-t-elle une analyse des risques et prend-elle des mesures qui nous permettent d'envisager l'avenir avec une certaine confiance et une sécurité raisonnable sur le long terme, pour toutes les parties prenantes et en particulier pour les salariés ? Pourra-t-elle assurer demain et après-demain toutes ses missions de service public et les développer dans l'intérêt des populations, des territoires, des localités isolées et des solidarités ? Enfin, face à la réalité de la concurrence voulue et décidée par ailleurs y compris en interne, EDF se prépare-t-elle à y faire face et à « gagner » dans l'intérêt des causes évoquées ci-dessus ? C'est à toutes ces questions que cette consultation doit répondre pleinement et sans ambiguïté, car l'enjeu va bien au-delà de la survie d'une simple entreprise commerciale, c'est là notre préoccupation.

Sur les résultats, d'un point de vue de représentant des personnels :

Votre « comm » financière titre « objectifs atteints, confirmés... en avance » et en extrapolant sur le 1^{er} trimestre 2018 « en progression... confirmés ». Autant dire une véritable « foire d'optimisme » qui aura quand même eu du mal à arracher 1 ou 2 points en plus à la cotation du titre. Mais combien de milliards de cessions d'actifs, de plan d'économie, de réductions d'emplois et de masse salariale vous faut-il annoncer pour espérer décrocher 1 point sur les marchés ?

Car, éléments de conjoncture mise à part (qui pèsent bien entendu), comment la Direction d'EDF est-elle parvenue à obtenir un résultat net consolidé Groupe en hausse de 11 % de 300 millions avec un fléchissement du chiffre d'affaires et un EBITDA en baisse de plus de 2,5 milliards ?

Vous nous fournissez en fait votre recette qui est plutôt inquiétante dans une perspective long terme (surtout si nous engageons en plus une guerre commerciale contre TOTAL, ENGIE, EON etc.), nous citons : « ... actions d'optimisation opérationnelle et accélération de la baisse des coûts, augmentation des plus-values de cession d'actifs dédiés, plan de performance, plan de cessions, baisse du coût des fonctions support, adaptation des coûts des fonctions commerciales, augmentation de capital, etc. »

Conclusion sommaire... vous avez dû racler tous les fonds de tiroir et vendre les bijoux de famille pour sauver à peine l'apparence en 2017. Comment va-t-on pouvoir joindre les deux bouts, lorsque va arriver le haut de la courbe de Gauss des capex d'HPC (15 milliards environ) entre 2019 et 2022 ? Et l'année prochaine ? Comptez-vous sur une hydraulité et une disponibilité du parc exceptionnel ainsi que sur un renversement des parts de marché en électricité et gaz ?

Quelles seront les prochaines niches de productivité pour 2018 ?

Le calendrier des projets législatifs en cours nous fait craindre que le Gouvernement et EDF aient la tentation irrésistible de « taper », en changeant les règles du jeu entre-temps, dans diverses provisions. Nous pensons bien entendu aux sommes provisionnées pour avantages sociaux dont la retraite (10 milliards dont près de 8 milliards pour la CNIEG) mais aussi les avantages en nature, etc.

Gageons que nous n'irons tout de même pas toucher aux actifs dédiés pour le cycle aval du nucléaire !

Est-ce ce qui doit d'ailleurs nous éclairer sur les finalités du projet Immobilier Paris Grand Ouest étudié ce matin même dans cette instance ?

Sur la Responsabilité sociale et environnementale

Par effet levier, la réalité de la RSE d'une entreprise est souvent à l'image de sa situation économique et morale. Sujet complexe que la RSE, plus on en parle plus on a du mal à mettre en relation les discours et engagements du Groupe EDF avec ce que peuvent constater nombre d'agents d'EDF SA.

La négociation de l'accord RSE vient de se conclure et conduira FO à re-signer cet accord.

Il faut bien l'avouer, cette signature est la traduction d'un espoir, d'un idéal syndical bien long à se concrétiser. Nous espérons qu'il permettra à EDF sur le plan international, vis-à-vis de ses sous-traitants, fournisseurs, salariés... de devenir 100 % Responsable Socialement. Sur le plan d'EDF SA qu'il conduise à ce que socialement, EDF reste une référence et parmi « les meilleurs », ce qui n'est pas gagné d'avance !

Conclusion :

Rappelons, à titre indicatif, que les marchés eux-mêmes sont de plus en plus réservés en ce qui concerne notre santé financière à moyen terme et notre capacité de rebond. Début 2016, la notation de Moody's, par exemple, était en-core A1 « qualité moyenne supérieure ».

Dès le mois de mai 2016 elle est passée en A2 puis, quelques mois plus tard, en A3 « qualité moyenne inférieure », juste à la limite du « spéculatif » (rappelons l'ordre des meilleures notations : AAA, AA1, AA2 et AA3 puis A1, A2, A3 juste avant le B...).

Combien cette trajectoire d'appréciation financière coûte-t-elle à l'entreprise en termes de charges financières supplémentaires ?

La menace de fin des tarifs réglementés et l'arrivée de Total ne vont-elles pas encore amplifier cette dégradation, ces surcoûts et bien sûr, la descente en enfer de la qualité du service public, du progrès social et des conditions d'emploi ?

Jusqu'où pensez-vous pouvoir tirer les investissements, les achats courants et les charges de personnel ?

La délégation FO propose donc au CCE d'adresser deux courriers :

■ **Le premier, aux membres du Conseil d'Administration d'EDF, pour leur faire part de nos analyses et des conséquences de leurs décisions sur EDF et ses salariés.**

■ **Le second, au Président de La République, pour demander la sortie d'EDF de la bourse et du statut de société anonyme inadapté, et ceci avant le naufrage du service public en particulier.**